

Brochure n° 3113

Convention collective nationale

IDCC : 2089. – **INDUSTRIE DES PANNEAUX
À BASE DE BOIS**

ACCORD DU 26 MARS 2008
RELATIF À LA POLITIQUE SALARIALE POUR L'ANNÉE 2008

NOR : *ASET0850703M*
IDCC : *2089*

Entre :

L'union des industries des panneaux de process ;

L'union des fabricants de contreplaqué ;

Le syndicat des fabricants de panneaux plaqués bois,

D'une part, et

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national, signataires du présent accord, précisent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises dont l'activité principale relève, dans le cadre de la catégorie 16-21Z (anciennement 202Z) de la nomenclature des activités française, des catégories suivantes :

a) Fabrication de panneaux de contreplaqués multiples en bois, de toutes épaisseurs, bruts ou poncés ;

b) Fabrication de panneaux de particules de bois ou autres matières ligneuses, bruts ou poncés ;

c) Fabrication de panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, comprimés ou non, durs ou demi-durs, bruts ou poncés ;

d) Fabrication de :

- panneaux à âme épaisse en bois, lattés, lamellés ou panneautés, plaqués de bois ;
- panneaux de particules replaquéés de bois ;
- panneaux à âme en placage, particules ou fibres de bois, surfacés ou mélaminés ;
- panneaux stratifiés, peints, prépeints, laqués, enduits, imprimés, plastifiés, etc.

A l'exception de :

- fabrication d'articles en contreplaqués galbés ou moulés (selon nature) ;
- fabrication de bois déroulés ou tranchés pour placages ;
- fabrication d'éléments en bois dits « densifiés » en blocs, planches, lames ou profilés.

Article 2

Rémunération annuelle garantie 2008
(base 151,67 heures)

(En euros.)

	COEFFICIENT	SALAIRE
Ouvriers de fabrication	125	15 583
	135	15 699
	145	15 776
	155	15 853
	165	16 006
	175	16 145
	190	16 362
Ouvriers d'entretien	145	15 776
	165	16 006
	175	16 145
	195	16 777
	205	17 659
	225	19 286
Employés et techniciens	125	15 583
	145	15 776
	155	15 853
	175	16 145
	185	16 249
	205	17 659
	240	20 461

	COEFFICIENT	SALAIRE
	280 325	23 627 27 501
Agents de maîtrise	190 220 250 290 335	16 362 18 853 21 292 24 612 28 227
Cadres	300 370 450 540 650 800	25 425 31 047 37 567 44 624 53 358 64 774

(Article 3 et tableaux pages suivantes.)

Article 3

Barème de la prime d'ancienneté 2008, base 151,67 heures
(applicable à compter du 1^{er} jour du mois suivant la signature de l'accord)

(En euros.)

COEFF.		ANCIENNETÉ									
		3 ans		6 ans		9 ans		12 ans		15 ans	
		mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
<i>Ouvriers de fabrication</i>											
125	30,75	368,95	57,12	685,43	83,34	1 000,09	109,56	1 314,74	135,94	1 631,23	135,94
135	31,36	376,27	58,19	698,24	85,02	1 020,21	111,70	1 340,35	138,53	1 662,33	138,53
145	31,97	383,58	59,25	711,04	86,69	1 040,33	114,29	1 371,45	141,27	1 695,26	141,27
155	32,42	389,07	60,32	723,85	88,07	1 056,80	116,12	1 393,41	144,02	1 728,18	144,02
165	32,88	394,56	61,39	736,66	89,74	1 076,92	117,95	1 415,36	146,61	1 759,28	146,61
175	34,71	416,51	64,89	778,73	94,93	1 139,12	125,26	1 503,17	155,14	1 861,73	155,14
190	37,00	443,95	69,47	833,61	102,09	1 225,10	134,41	1 612,93	166,88	2 002,59	166,88
<i>Ouvriers d'entretien</i>											
145	31,97	383,58	59,25	711,04	86,69	1 040,33	114,29	1 371,45	141,27	1 695,26	141,27
165	32,88	394,56	61,39	736,66	89,74	1 076,92	117,95	1 415,36	146,61	1 759,28	146,61
175	34,71	416,51	64,89	778,73	94,93	1 139,12	125,26	1 503,17	155,14	1 861,73	155,14
195	37,76	453,10	70,99	851,91	104,38	1 252,54	137,46	1 649,52	170,85	2 050,16	170,85
205	39,44	473,22	74,19	890,32	109,10	1 309,25	144,17	1 730,01	178,77	2 145,28	178,77
225	42,48	509,81	80,44	965,33	118,40	1 420,85	156,36	1 876,36	194,32	2 331,88	194,32

ANCIENNETÉ										
COEFF.	3 ans		6 ans		9 ans		12 ans		15 ans	
	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
Employés et techniciens										
125	30,75	368,95	57,12	685,43	83,34	1 000,09	109,56	1 314,74	135,94	1 631,23
145	31,97	383,58	59,25	711,04	86,69	1 040,33	114,29	1 371,45	141,27	1 695,26
155	32,42	389,07	60,32	723,85	88,07	1 056,80	116,12	1 393,41	144,02	1 728,18
175	34,71	416,51	64,89	778,73	94,93	1 139,12	125,26	1 503,17	155,14	1 861,73
185	36,08	432,98	67,94	815,32	99,20	1 190,34	130,75	1 569,03	163,07	1 956,86
205	39,44	473,22	74,19	890,32	109,10	1 309,25	144,17	1 730,01	178,77	2 145,28
240	44,77	537,25	85,17	1 022,04	125,42	1 505,00	165,51	1 986,13	206,06	2 472,75
280	51,02	612,26	97,67	1 172,05	144,32	1 731,84	190,51	2 286,15	237,47	2 849,60
325	58,19	698,24	111,70	1 340,35	165,51	1 986,13	219,17	2 630,07	272,68	3 272,19
Agents de maîtrise										
190	37,00	443,95	69,47	833,61	102,09	1 225,10	134,41	1 612,93	166,88	2 002,59
220	41,72	500,66	78,92	947,04	116,12	1 393,41	153,31	1 839,78	190,36	2 284,32
250	46,45	557,38	88,22	1 058,63	130,29	1 563,54	172,22	2 066,62	213,99	2 567,87
290	52,70	632,38	100,87	1 210,47	148,89	1 786,72	197,22	2 366,64	245,24	2 942,90
335	59,71	716,53	115,05	1 380,60	170,08	2 041,01	225,27	2 703,25	280,46	3 365,49

Article 4

Egalité salariale hommes/femmes

Les parties signataires, en application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail, conviennent que la présente négociation vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

A cette fin, au sens de l'article L. 140-2, un diagnostic des écarts éventuels de rémunération entre les femmes et les hommes sera établi sur la base du rapport prévu au quatrième alinéa de l'article L. 132-12.

Les signataires décident de poursuivre cette réflexion et de faire engager, par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications dans les industries des panneaux à base de bois, une étude qualitative qui portera sur l'actualisation de ce constat, son approfondissement et son évolution, pour identifier les actions à mettre en œuvre pour l'avenir, notamment dans les domaines suivants :

- le positionnement des femmes et des hommes en matière d'emploi et de qualification ;
- les éléments objectifs d'accès des femmes et des hommes à certains emplois ou à certaines responsabilités ;
- la part des hommes et des femmes en contrat de travail à temps plein, en contrat de travail à temps partiel et en contrat d'intérim ;
- la formation professionnelle réalisée par les hommes et les femmes ;
- les écarts du taux de féminisation selon les secteurs d'activité et les grilles de classifications, et les origines possibles de ces écarts.

Article 5

Modification des articles 30.2 et 30.3

de la convention collective de l'industrie des panneaux à base de bois

L'article 30.2 de la convention collective de l'industrie des panneaux à base de bois relatif au salaire mensuel est ainsi modifié :

« Article 30.2

Salaire mensuel

La rémunération annuelle garantie ne déroge pas à l'obligation légale d'assurer un salaire mensuel. »

L'article 30.3 de la convention collective de l'industrie des panneaux à base de bois est ainsi modifié :

« Article 30.3

Négociations

La RAG fera l'objet d'une négociation annuelle en vue de sa fixation par accord collectif national. Une négociation sur les modalités d'application de la RAG devra être engagée avec les organisations syndicales dans les entreprises sur l'équivalent de la prime de vacances et du treizième mois.

La négociation sur la RAG de l'année N, année d'application, se déroulera entre le 1^{er} novembre de l'année N-1 et le 31 mars de l'année N. »

Article 6

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur pour les dispositions relatives à la rémunération annuelle garantie (RAG) et à l'article 5 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de son arrêté d'extension sans exclusion sur ces articles.

Article 7

Dépôt

Les parties signataires conviennent que le présent accord sera déposé auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 8

Extension

Conformément aux articles L. 133-1 et suivants du code du travail, les parties signataires demanderont l'extension du présent accord et confient les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Fait à Paris, le 26 mars 2008.

(Suivent les signatures.)